

nous disent que nous avons la pauvreté et l'indigence au Canada.

Nous disposons des travailleurs, des cerveaux et des matériaux requis pour pourvoir au développement de notre économie nationale. Prenons, par exemple, la décision de construire une autre voie maritime, au coût de 500 millions de dollars. Cette décision sera prise indépendamment de toute considération financière. Si nous avons les travailleurs, les cerveaux et les matériaux requis, le rôle de la finance sera alors de servir et non pas de décider.

Actuellement, lorsque le ministre des Finances veut faire quelque chose pour son pays, le Canada, il est obligé d'aller s'agenouiller devant les financiers et de leur demander la permission. Il n'est pas très élégant, pour un ministre des Finances faisant partie d'un gouvernement souverain, d'un gouvernement qui est roi dans son pays, de se mettre à plat ventre devant les financiers pour quémander la permission financière de faire quelque chose, de rendre financièrement possible le petit développement qu'il essaie de faire dans un coin ou dans l'autre du Canada. Or la décision sera prise indépendamment de la finance; le rôle de la finance sera de servir et non de décider.

Voici donc que la construction de cette voie maritime est décidée parce qu'elle répond à un besoin et que cette production ne nuira pas à la production des autres biens de consommation. Voici donc un groupe d'entreprises qui offrent de construire cette voie au coût de 500 millions. Les entreprises achètent les matériaux, fournissent leur outillage, rémunèrent leurs employés, paient même un intérêt à la banque pour des emprunts qu'elles ont effectués à cette fin.

Que l'entreprise privée aille emprunter aux banques à charte, très bien! Mais que le gouvernement aille emprunter au même endroit, non; surtout quand il a le pouvoir, par l'intermédiaire de la Banque du Canada, de payer. C'est cela que les créditistes combattent dans tout le Canada.

On me dira que c'est stupide. Prenons, par exemple, la construction de cette voie maritime. Une fois terminée, et à la lumière des renseignements des ingénieurs qui peuvent établir d'assez près la durée de cette voie maritime, selon l'usage qui en est fait et son usure, le ministère chargé de l'inspection des travaux du gouvernement émet alors un chèque au montant de 500 millions de dollars. D'où le gouvernement tirera-t-il cet argent? De la Banque du Canada, de la source du crédit financier du Canada?

• (9.10 p.m.)

S'agira-t-il d'un endettement du gouvernement envers la Banque? Pas du tout, parce que la voie maritime va constituer une ri-

chesse créée par la population, par ceux qui auront contribué, directement ou indirectement, à sa construction. La population ne peut pas s'endetter pour sa propre production. Si la voie maritime avait été construite aux États-Unis par les Américains, le Canada serait endetté envers les États-Unis. Mais dans un système financier sain, une dette nationale, ainsi que les intérêts qu'elle traîne avec elle, ne peut exister qu'envers les autres pays, c'est-à-dire quand on a importé plus qu'on a exporté.

Mais il y a danger d'inflation, dira-t-on, surtout en temps de campagne électorale, alors que les libéraux accusent toujours le Crédit social de créer l'inflation, pendant que c'est leur propre système qui la crée. Quand on demande au gouvernement de payer 1 milliard 103 millions uniquement en intérêt sur la dette nationale, ceci suscite une augmentation des prix dans tout le Canada, et cela constitue une inflation véritable et réelle et cela ne donne absolument rien au développement économique, quand on paie 1 milliard 103 millions en intérêt aux banques à charte et à quelques autres financiers à l'extérieur du Canada.

Cette politique ne conduira-t-elle pas à l'inflation? Les créditistes affirment que les citoyens canadiens n'ont pas à payer pour la production de la voie maritime, qui est sa propre production. Mais ils auront à en payer la consommation, l'usure et la dépréciation. Ceci, en conformité avec un des principes de base du crédit social: Toute production nouvelle doit être financée par des crédits nouveaux, et le retrait de ces crédits doit se faire au rythme de la consommation, soit au rythme de la consommation ou de la disparition des richesses créées, ou encore de leur dépréciation.

Il me semble qu'une personne intelligente est capable de comprendre que, par une technique semblable, on peut éviter l'inflation; mais au lieu de cela, on crée l'inflation avec le présent système.

Disons que la dépréciation de la voie maritime est consommée au bout de 50 ans et que nous devons alors en construire une autre. La dépréciation annuelle, la destruction, la consommation se fera donc au rythme de \$10 millions par année, que le gouvernement devra demander au public consommateur, usagers ou autres, et ces 10 millions seront retournés annuellement à la banque où ils seront annulés. Mais, bien au contraire, on veut faire croire que les créditistes créeront l'inflation, et ce surtout en temps de campagne électorale, par certains politiciens peu scrupuleux.

Comme on ne peut consommer une chose qu'une fois, on ne doit payer qu'une seule fois pour sa consommation. Le consommateur